



**COMMISSARIAT À L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES  
CEA PARIS-SACLAY  
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX**

Affaire suivie techniquement par :  
M François LE FEVRE  
SG/DFP/DISP  
Téléphone : 01.64.50.49.86  
[francois.le-fevre@cea.fr](mailto:francois.le-fevre@cea.fr)

Affaire suivie commercialement par :  
Mme Elise ROUYER  
Service des Marchés et Achats  
Téléphone : 01.69.08.19.07  
[elise.rouyer@cea.fr](mailto:elise.rouyer@cea.fr)

**MISE À DISPOSITION D'UNE PLATEFORME DIGITALE  
POUR LA GESTION DE PROJETS DE TYPE  
« STARTUPS » DANS LE CADRE DU PROGRAMME  
MAGELLAN**

Projet de marché n° B24-04102

Entre,

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019,

représenté par \_\_\_\_\_, en qualité de

ci-après dénommé "le CEA",

d'une part,

Et

La société \_\_\_\_\_, domiciliée \_\_\_\_\_, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de \_\_\_\_\_ sous le numéro RCS \_\_\_\_\_,

représentée par \_\_\_\_\_, en qualité de \_\_\_\_\_

ci-après dénommée "le Titulaire",

d'autre part,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

**SOMMAIRE**

ARTICLE 1 - OBJET .....	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	4
ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	4
ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....	7
ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....	7
ARTICLE 6 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	9
ARTICLE 7 - CLAUSE SOCIALE .....	9
ARTICLE 8 - QUALITE .....	9
ARTICLE 9 - DELAIS D'EXECUTION ET REMISE DE LIVRABLES.....	9
ARTICLE 10 - INTERLOCUTEURS .....	11
ARTICLE 11 - REUNIONS .....	12
ARTICLE 12 - RECEPTION .....	12
ARTICLE 13 - MONTANT.....	13
ARTICLE 14 - REGIME FISCAL .....	15
ARTICLE 15 - CONDITIONS DE FACTURATION .....	15
ARTICLE 16 - CONDITIONS DE PAIEMENT .....	16
ARTICLE 17 - PENALITES.....	16
ARTICLE 18 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	17
ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE .....	17
ARTICLE 20 - CONFIDENTIALITE .....	17
ARTICLE 21 - RESILIATION .....	17
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	18
ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLES ..	22
ANNEXE 3 – MONTANT DES PRESTATIONS SUR BORDEREAUX DE PRIX UNITAIRES .....	23
ANNEXE 4 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	24



ANNEXE 5 - ANNEXE ENCADRANT LES TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .24

## **ARTICLE 1 - OBJET**

### **1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la mise à disposition d'une plateforme pour la gestion de projets de type « startups » dans le cadre du programme Magellan.

### **1.2 Unité bénéficiaire**

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction Financière et des Programmes, Direction déléguée à l'Innovation, aux Start-up et aux Participations.

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

**2.1** Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé CEA/P-SAC/SMA/BEP/II/SP/B24-04102 daté du 10/01/2025, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
  - o le Cahier des Charges référencé VE21-001 daté du 10/01/2025,
  - o la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
  - o le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Établissement de Saclay de septembre 2024,
  - o les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition janvier 2022),
  - o le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée \_\_\_\_\_ datée du \_\_/\_\_/\_\_\_\_\_.

**2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

**3.1** Les prestations objet du présent marché doivent être en tous points conformes aux exigences du Cahier des Charges.

### 3.2 Prestations forfaitaires

Les prestations ont pour objet la mise à disposition d'une plateforme pour la gestion de projets de type « startups » (ci-après désigné la « Plateforme »), et d'en assurer la maintenance corrective pour une durée maximale de cinq années (dont deux options d'une année chacune) à compter de sa réception définitive. La Plateforme est un produit informatique au sens des CGA susmentionnées.

#### 3.2.1 Mise à disposition et installation

Les prestations consistent en :

- la mise à disposition de la Plateforme, incluant l'ensemble des licences nécessaires à son utilisation,
- l'installation et le paramétrage de la Plateforme sur un hébergement, tel que défini dans le cahier des charges, la fourniture de la documentation complète relative à la Plateforme,
- la présentation de l'outil aux administrateurs CEA de la Plateforme,
- la maintenance corrective de la Plateforme
- le service proposé fera l'objet d'une homologation de sécurité compte-tenu de la sensibilité des informations potentiellement hébergées.

#### 3.2.2 Reprise des données de l'ancienne plateforme

Le Titulaire devra reprendre les données de l'ancienne plateforme et l'intégrer dans la nouvelle Plateforme.

#### 3.2.3 Modalités d'exécution relatives à la résolution des anomalies et aux prestations de maintenance

Dans le cadre des prestations de résolution des anomalies et des prestations de maintenance, le Titulaire s'engage à fournir au CEA les correctifs et les futures versions comprenant des améliorations de la Plateforme.

Le Titulaire s'engage également à fournir au CEA l'accès à un support téléphonique et par courrier électronique entre 8h30 et 17h.

Au cours de l'exécution du présent marché, le Titulaire garantit les délais précisés dans le tableau ci-dessous :

Type d'anomalie	Délai maximum garanti de <u>prise en compte</u> (à compter du signalement par le CEA)	Délai maximum garanti de <u>fourniture d'une solution de contournement</u> (à compter de la prise en compte)	Délai de <u>correction</u> maximal garanti
<b>Bloquante</b>	4 heures ouvrées	3 jours ouvrés	5 jours ouvrés
<b>Majeure</b>	1 jour ouvré	5 jours ouvrés	10 jours ouvrés
<b>Mineure</b>	2 jours ouvrés	/	1 mois

On entend par :

- Anomalie bloquante : une anomalie est bloquante lorsqu'elle empêche l'utilisation de tout ou partie des fonctionnalités de l'application, que ce soit en environnement de qualification ou en environnement de production. Ce type d'anomalie concerne les programmes qui ne fonctionnent pas, les transactions qui fournissent des résultats rendant le livrable impossible ou risqué à exploiter, interdisent l'accès à des fonctionnalités, dont la documentation est inexploitable ou les données corrompues,
- Anomalie majeure : une anomalie est majeure lorsqu'elle empêche l'utilisation de tout ou partie des fonctionnalités de l'application, que ce soit en environnement de qualification ou en environnement de production, tout en permettant l'obtention du résultat par une manipulation de contournement simple et acceptée par le CEA. Il s'agit d'un dysfonctionnement d'une fonction, une erreur sur une donnée, qui ne met pas en péril le système mais qui nuit à l'utilisation d'un module,
- Anomalie mineure : toute anomalie qui ne peut être qualifiée de bloquante ou majeure.

À compter de la prise en compte d'une demande du CEA, le Titulaire s'engage à faire un reporting toutes les heures sur l'avancée de résolution de l'anomalie jusqu'à sa résolution.

Les prestations de maintenance intègrent un suivi de la performance du fonctionnement de la Plateforme.

### 3.3 Prestations sur bordereaux de prix unitaires

En cours d'exécution du marché, outre les prestations forfaitaires décrites supra, le CEA se réserve la possibilité de demander au titulaire une augmentation du nombre d'utilisateurs/projets/workflows actifs.

Chaque augmentation décidée par le CEA sera rémunérée sur la base des bordereaux de prix unitaires définis à l'article « Montant » du marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande écrite du CEA sous forme de bon de commande.

### 3.4 Prestations sur devis préalables

En cours d'exécution du marché, outre les prestations forfaitaires, le CEA se réserve la possibilité de demander au Titulaire :

- le développement de nouvelles applications pour la Plateforme,
- la fourniture de sessions de présentation de la plateforme aux administrateurs et/ou de formation pour les utilisateurs de celle-ci.

En cas de besoin supplémentaire non prévu dans les prestations, le CEA adressera une spécification technique particulière au Titulaire. Le Titulaire fournira en retour un devis détaillé, dans un délai de 5 jours ouvrés, faisant apparaître :

- une proposition technique, pour répondre aux objectifs et aux résultats attendus définis dans la spécification technique,
- une proposition financière forfaitaire précisant : le nombre de jours d'intervention par qualification, les taux journaliers (conformément aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
- un planning de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire.

Les prestations ne peuvent être exécutées qu'après accord écrit du CEA sur le devis présenté, formalisé par un bon de commande, sous peine de non-paiement des dépenses afférentes.

## **ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **4.1 Lieu d'exécution des prestations**

Les prestations s'exécutent dans les locaux du Titulaire ou sur site CEA, selon les besoins listés dans le Cahier des Charges ou spécifiés au cours des réunions de suivi.

### **4.2 Horaires**

#### **4.2.1** Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décidés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- Vendredi 02 mai 2025
- Vendredi 09 mai 2025
- Vendredi 30 mai 2025
- Du lundi 11 août au jeudi 14 août 2025,
- Du Mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre 2025.

Les jours de fermeture pour les années suivantes seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

#### **4.2.2** Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h30 à 17h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation.

### **4.3 Personnel du Titulaire**

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

### **4.4 Traitement des données à caractère personnel**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire peut avoir accès à certaines données personnelles.

Le Titulaire et le CEA s'engagent à respecter les dispositions figurant en annexe 3 encadrant les traitements des données à caractère personnel.

## **ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **5.1 Obligations du Titulaire**

#### **5.1.1** *Obligation de résultat*

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans le Cahier des Charges et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

#### 5.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou outils utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

#### 5.1.3 *Moyens et/ou matériels mis en œuvre par le Titulaire*

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel et les moyens nécessaires à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels ou des moyens appartenant au CEA étaient mis à disposition du Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA.

### 5.2 **Connaissance des lieux et de l'environnement**

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

### 5.3 **Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

### 5.4 **Obligations des parties concernant le traitement des données à caractère personnel**

Les clauses, objet de l'annexe intitulée « obligations relatives au traitement de données à caractère personnel » définissent les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel.



**ARTICLE 6 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le Titulaire est invité, dans la mesure du possible, à privilégier des outils, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2.

**ARTICLE 7 - CLAUSE SOCIALE**

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

**ARTICLE 8 - QUALITE**

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur).

**ARTICLE 9 - DELAIS D'EXECUTION ET REMISE DE LIVRABLES****9.1 Délais d'exécution**

T0 étant la date de signature par le CEA du présent marché, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution et à remettre les livrables mentionnés ci-après :

Phases	Désignation	Délais	Livrables
1	Mise à disposition de la Plateforme	T0 + 1 mois = T1	Licences et documentation associée Import des projets issus de la précédente plateforme
<b>Acceptation de la phase 1 par le CEA</b>			
2	Installation et mise en service de la Plateforme sur un hébergement tel que défini dans le cahier des charges Présentation de la plateforme aux administrateurs CEA	T1 + 2 mois = T2	Livrables documentaires Supports de formation
<b>Réception provisoire - phase 2 par le CEA (T2)</b>			
3	Vérification du bon fonctionnement de la Plateforme	T2 + 1 mois	Le cas échéant, mise à jour de la Plateforme, de la documentation et du guide utilisateur
<b>Réception définitive - phase 3 par le CEA (T3)</b>			
4	Maintenance et exploitation de la Plateforme pour 36 mois (prestations fermes)	T3 + 36 mois = T4	Rapports d'intervention Le cas échéant, mise à jour de la Plateforme, de la documentation et du guide utilisateur Rapport trimestriel du suivi de la performance de fonctionnement de la Plateforme
5	Maintenance et exploitation de la Plateforme pour 12 mois (option n°1)	T4 + 12 mois = T5	
6	Maintenance et exploitation de la Plateforme pour 12 mois (option n°2)	T5 + 12 mois	

Les délais d'exécution relatifs à la résolution des anomalies et à la maintenance sont décrits à l'article 3.2.2 supra.

Chaque option pourra être levée séparément par courrier avec un préavis minimum de 1 mois avant le démarrage de l'option concernée.

## 9.2 Acceptation des livrables documentaires

Le Titulaire soumettra les livrables au CEA pour acceptation conformément au planning établi à l'article 9.1 supra. Le Titulaire prévoit à ses frais et risques la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA :

- le dossier d'architecture,
- le dossier de configuration technique des serveurs,
- le dossier d'exploitation avec les procédures de sauvegarde et de restauration,

- le dossier d'installation,
- la procédure d'intégration des données,
- la procédure de création/suppression des comptes utilisateurs,
- le manuel d'utilisation de la Plateforme.

Sauf accord commun entre les Parties concernant les délais :

- le CEA disposera d'un délai de dix jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables,
- concernant les livrables documentaires cités ci-dessus, ils seront validés par le CEA à l'issue de la phase 3,
- en cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de cinq jours ouvrés.

Le fait que le CEA accepte tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

### 9.3 Format des livrables documentaires

Tous les livrables sont remis par le Titulaire au CEA aux formats convenus d'un commun accord entre les interlocuteurs techniques.

### 9.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

## **ARTICLE 10 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs *(à compléter par le soumissionnaire)* :

- pour le CEA : M François LE FEVRE

Tél. : 01.64.50.14.85

Courriel : [francois.le-fevre@cea.fr](mailto:francois.le-fevre@cea.fr)

- pour le Titulaire : M. \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_@\_\_\_\_\_

Le responsable technique du Titulaire, désigné ci-avant, a qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où le responsable technique du Titulaire, ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts

d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

## **ARTICLE 11 - REUNIONS**

### **11.1 Dispositions générales**

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions dématérialisées, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

### **11.2 Réunion de démarrage**

Une réunion de démarrage sera effectuée au plus tard deux semaines après la signature du marché.

### **11.3 Réunion de suivi**

Les réunions de suivi de la prestation se tiendront à une fréquence mensuelle, et se dérouleront en présence du responsable technique et du responsable Sécurité du Titulaire.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi des prestations,
- suivi des aspects qualité, sécurité et environnement.

### **11.4 Compte-rendu**

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

## **ARTICLE 12 - RECEPTION**

### **12.1 Réception provisoire**

La réception provisoire de la Plateforme et de la présentation de la plateforme aux administrateurs CEA de la Plateforme sera prononcée après livraison, installation, mise en service, résultats jugés satisfaisants des recettes effectuées par les équipes métier comme mentionné dans le Cahier des Charges et remise de la documentation.

La réception provisoire donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties, conformément aux conditions prévues à l'article 33 des CGA.

## 12.2 Réception définitive

La réception définitive de la Plateforme sera prononcée à l'issue d'une période de vérification de bon fonctionnement de la Plateforme d'une durée de 1 mois à compter de la date de signature du PV de réception provisoire sans réserve ou de 1 mois à compter de la date de levée des réserves.

La réception définitive donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

## 12.3 Réception des prestations de maintenance

Les prestations de maintenance de la Plateforme démarrent à compter de la réception définitive prononcée sans réserve par le CEA, pour une durée ferme de 36 mois pouvant être prolongée par 2 options d'une durée de 12 mois chacune.

Les prestations des phases 4, 5 et 6 feront l'objet de réceptions semestrielles, sous réserve du respect par le Titulaire des conditions définies à l'article 3.2.2.

## 12.4 Réception des prestations sur bordereaux de prix unitaires

La réception des prestations sur bordereaux de prix unitaires sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur bordereaux de prix unitaires et des livrables associés.

## 12.5 Réception des prestations sur devis préalables

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur devis préalables et des livrables associés.

# ARTICLE 13 - MONTANT

## 13.1 Montant total du marché

Le montant des prestations, objet du présent marché, est plafonné à la somme de ----- € H.T.  
(----- EUROS HORS TAXES).  
Ce montant se décompose comme suit :

### 13.1.1 Prestations forfaitaires (à compléter par le soumissionnaire)

Le montant des prestations forfaitaires, objet du présent marché, est fixé à la somme maximum forfaitaire et ferme de \_\_\_\_\_ € HT  
(\_\_\_\_\_ EUROS HORS TAXES), en cas d'affermissement des deux options. Ce montant se décompose comme suit :

- installation et paramétrage de la Plateforme :  
⇒ \_\_\_\_\_ € HT
- formation des administrateurs CEA de la Plateforme :  
⇒ \_\_\_\_\_ € HT

- mise à disposition et maintenance de la Plateforme, incluant l'ensemble des licences nécessaires à son utilisation, ces licences et la maintenance couvrant le cas échéant les nouvelles applications de la Plateforme objet des prestations sur devis préalables

⇒ Année 1 (ferme) \_\_\_\_\_ € HT, soit par semestre \_\_\_\_\_ € HT  
 ⇒ Année 2 (ferme) \_\_\_\_\_ € HT, soit par semestre \_\_\_\_\_ € HT  
 ⇒ Année 3 (ferme) \_\_\_\_\_ € HT, soit par semestre \_\_\_\_\_ € HT  
 ⇒ Année 4 (option n°1) \_\_\_\_\_ € HT, soit par semestre \_\_\_\_\_ € HT  
 ⇒ Année 5 (option n°2) \_\_\_\_\_ € HT, soit par semestre \_\_\_\_\_ € HT

### 13.1.2 Prestations sur bordereaux de prix unitaires

Les prestations sur bordereaux de prix sont plafonnées à la somme de \_\_\_\_\_ € HT  
 (\_\_\_\_\_ EUROS HORS TAXES).

Ce montant est estimatif et ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

**Les bordereaux de prix unitaires figurent en annexe du présent marché (le CEA reprendra les BPU chiffrés par le soumissionnaire dans l'onglet n°2 de la grille de décomposition des prix).**

Le besoin du CEA est formalisé par l'émission d'un ordre de service auprès du Titulaire et rend le montant de la demande de la prestation concernée forfaitaire et ferme. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur l'ordre de service, et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

### 13.1.3 Prestations sur devis préalables

Le montant des prestations sur devis préalable est plafonné à la somme de -----€ HT.

Ce montant est estimatif et ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des taux journaliers forfaitaires suivants **(à compléter par le soumissionnaire)**:

- qualification 1 - Manager : \_\_\_\_\_ € HT / jour et \_\_\_\_\_ € HT / demi-journée,
- qualification 2 - Ingénieur : \_\_\_\_\_ € HT / jour et \_\_\_\_\_ € HT / demi-journée,

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la demande de la prestation concernée forfaitaire et ferme. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur l'ordre de service formalisant de manière écrite, l'autorisation préalable du CEA, et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

## 13.2 Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais de documentation, reprographie,

correction, de gravure de CD-ROM nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

### 13.3 Caractère des prix

Les montants visés à l'article 13.1 ont un caractère ferme et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de \_\_\_\_\_ (mois de remise de l'offre).

## **ARTICLE 14 - REGIME FISCAL**

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

## **ARTICLE 15 - CONDITIONS DE FACTURATION**

### 15.1 Échéancier de facturation des prestations forfaitaires

#### 15.1.1 *Prestations relatives à l'installation et au paramétrage de la Plateforme ainsi qu'à la présentation de la plateforme aux administrateurs*

Le montant des prestations forfaitaires du présent marché relatif à l'installation et au paramétrage de la Plateforme ainsi qu'à la présentation de la plateforme aux administrateurs sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 80% du montant HT des postes installation et paramétrage de la Plateforme et présentation de la plateforme aux administrateurs CEA (soit \_\_\_\_\_ €HT) et les taxes correspondantes après réception provisoire sans réserve par le CEA des prestations,
- 20% du montant HT des postes installation et paramétrage de la Plateforme et présentation de la plateforme aux administrateurs CEA (soit \_\_\_\_\_ €HT) et les taxes correspondantes après réception définitive sans réserve par le CEA des prestations.

#### 15.1.2 *Prestations de mise à disposition et de maintenance de la Plateforme*

Les montants relatifs aux prestations de mise à disposition et de maintenance de la Plateforme et les taxes associées seront facturés par le Titulaire semestriellement à terme échu, après réception sans réserve par le CEA des prestations correspondantes.

### 15.2 Échéancier de facturation des prestations sur bordereaux de prix unitaires

Les prestations sur bordereaux de prix unitaires seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondant à chaque ordre de service, selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

**15.3 Échéancier de facturation des prestations sur devis préalables**

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondant à chaque ordre de service, selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

**15.4 Modalités de facturation**

Conformément aux conditions de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative à la dématérialisation des factures, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service : SAC-C ;
- le numéro d'engagement (n° de marché 4000.....).

**15.5** Les prestations périodiques sont facturables à terme échu, les factures émises avant le terme étant réputées avoir été émises le jour suivant la date du terme.

**ARTICLE 16 - CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

**ARTICLE 17 - PENALITES****17.1 Pénalités pour retard d'exécution**

Si le Titulaire ne réalise pas la prestation dans les délais prévus aux articles 3.2.3, 3.3, 3.4 et 9 du présent marché, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant total hors taxes du marché par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

**17.2 Modalités d'application des pénalités et plafond**

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant HT du marché.



**ARTICLE 18 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

**ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

**ARTICLE 20 - CONFIDENTIALITE**

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

**ARTICLE 21 - RESILIATION****21.1 Résiliation de plein droit**

Pour tout défaut dans l'exécution d'une prestation non régularisée dans les huit (8) jours calendaires suivant la mise en demeure, le CEA pourra résilier le présent marché de plein droit sans préavis et sans autre formalité. La résiliation du présent marché pourra être effectuée dans les conditions de l'article 39 des CGA.

**21.2 Obligations du Titulaire en cas de résiliation**

En cas de résiliation du présent marché, les clauses suivantes continueront à produire leurs effets :

- Article « Propriété intellectuelle »,
- Article « Confidentialité ».

Fait à Saclay,  
en deux exemplaires originaux,

Pour le CEA,

Date :

Signature :

Pour le Titulaire,

Date :

Signature :

## **ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE**

### **1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel**

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

- 1.2 Lutte contre le travail dissimulé et respect de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

### **2. Habilitation - Certification**

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

### **3. Accès au Centre**

- 3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- 3 mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

### 3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

### 3.3 *Délivrance du badge d'accès*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

#### Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

#### Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;

- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

### 3.4 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

### 3.5 *Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire*

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché ;
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site ;
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation ;
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

## 4. **Suivi médical**

5. Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.
6. Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au poste de travail ;
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA) ;
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) et le dernier jour d'exécution des dites prestations, afin qu'un point zéro et qu'un point de fin de chantier soient effectués selon les prescriptions du SST ;
- à fournir au SST la liste de ses employés présents sur le chantier et à signaler au SST chaque arrivée ou départ de personnel.
  - Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.
  - En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.

## 7. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

**ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLES**

ORDRE DE SERVICE (OS) N°	
Marché n°4000.....	Titulaire :
<i>Pour les Prestations sur devis préalables</i>	
Référence de la spécification technique du CEA :	Référence du devis du Titulaire :
Montant : ..... € HT	
Les prestations relatives à l'OS correspondent au périmètre suivant :	
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :	
	<b>CEA</b>
NOM	
DATE	
SIGNATURE	

Modèle d'Ordre de Service à adapter selon le type de besoin (bordereaux de prix ou devis préalables)

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur l'ordre de service sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

**ANNEXE 3 – MONTANT DES PRESTATIONS SUR BORDEREAUX DE PRIX UNITAIRES**

Cette annexe sera complétée en fonction de la réponse du soumissionnaire dans l'onglet n°2 de la grille de décomposition des prix.

**ANNEXE 4 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)**

FDMDP N° ...		
Marché n°4000 .....	Titulaire : .....	
Référence de la spécification technique du CEA : .....	Référence du devis du Titulaire : .....	
Montant : ..... € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant : ..... ..... .....		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) : ..... .....		
	<b>CEA</b>	<b>TITULAIRE</b>
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

**ANNEXE 5 - ANNEXE ENCADRANT LES TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

**I. Objet**



Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).
- La décision d'exécution (UE) 2021/915 de la Commission européenne en date du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants au titre de l'article 28, paragraphe 7, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil et de l'article 29, paragraphe 7, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil.

## II. Description du traitement faisant l'objet du transfert des données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CEA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

Description des opérations réalisées sur les données <sup>i</sup> : Les données sont enregistrées dans la plateforme eMagellan et dans une base de donnée interne au CEA. Elles permettent de garder le contact entre les différentes personnes en charge du projet de startup depuis son idée jusqu'à son incubation. Elles servent également comme liste pour la newsletter « valo » et informer sur les webinars, conférences et autres événements (Cap sur, Café Startup)
Finalité(s) du traitement <sup>ii</sup> : <i>La gestion de la base de données des startups avec les porteurs, les candidats et l'équipe d'accompagnement.</i>
Type de données à caractère personnel traitées <sup>iii</sup> : Etat-civil (Identité, photo présente sur le CV ou profil LinkedIn) Vie professionnelle : (CV, scolarité, formation, professionnelle, distinctions, etc.) recueillis directement ou en ligne sur les sites comme LinkedIn
Catégories de personnes concernées <sup>iv</sup> : Salariés CEA, Salariés d'entreprises extérieures sur site CEA / intérimaires, Stagiaires et des personnes externes faisant partie du vivier des porteurs possibles pour des projets de création de startup.
Autres précisions ou interdictions <sup>v</sup> : Aucune des données ne doit être transmis à des tiers autre que le CEA.

## III. Obligations du Titulaire vis-à-vis du CEA

Le Titulaire s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la prestation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du CEA. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le CEA. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le CEA de cette obligation juridique

avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**,
6. Aider le CEA à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Titulaire :
  - L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
  - L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le CEA ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
  - L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le CEA si le Titulaire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;
  - Les obligations prévues à l'article 32 du règlement européen sur la protection des données.

#### IV. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le Titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

#### III. Sous-traitance ultérieure

Le Titulaire dispose de l'autorisation générale du CEA pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue (**à fournir par le prestataire ; cf. modèle en fin de clause\***), et pour les activités suivantes : (**lister les activités autorisées**).

Le Titulaire informe spécifiquement par écrit le CEA de tout projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins (préciser la durée) à l'avance, donnant ainsi au CEA suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés. Le Titulaire fournit au CEA les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition.

Lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au Titulaire en vertu des présentes clauses. Le Titulaire veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement européen sur la protection des données.

À la demande du CEA, le Titulaire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le Titulaire peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le Titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard du CEA, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe le CEA de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles. Le Titulaire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle - dans le cas où le Titulaire a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable - le CEA a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

---

*<sup>i</sup> Préciser ce que le prestataire va faire avec les données. Par exemple si prestation de réservation de voyages : vérification des données, réservation des billets, courriel de confirmation, facturation, encaissement...*

*<sup>ii</sup> Raison pour laquelle les données sont traitées. Par exemple, réservation de voyages, gestion des inscriptions à une conférence, organisation et suivi des élections professionnelles ...*

*<sup>iii</sup> Les types de données sont principalement : Etat civil, Vie personnelle, Vie professionnelle, Informations économiques et financières, Données de connexion, N° de sécu, Données biométriques, Données génétiques, Difficultés sociales, Données de santé...*

*<sup>iv</sup> Préciser, par exemple, si les données ne sont accessibles que sur site CEA.*